



Janvier 2011

COLLECTIF PCF - RATP

LA RATP AIDE A MARCHANDISER L'ELECTRICITE ET A PRIVATISER EDF.

NE LAISSONS PAS FAIRE !

La RATP veut choisir des fournisseurs privés contre EDF : quand les directions des entreprises publiques s'entraident pour marchandiser et privatiser

La direction de la RATP a annoncé le 17 décembre 2010 qu'elle n'achètera plus son électricité à EDF dès le 1^{er} janvier 2011. Elle se fournira pour 90% auprès du groupe autrichien Verbund et du groupe allemand E.ON. Le montant de ces contrats précipités mais considérables (le métro !), n'a même pas été dévoilé.

Cette décision, prise dans le dos du pays, par une direction nommée par le pouvoir, s'inscrit dans la politique visant à forcer l'intrusion de la concurrence et à détruire le monopole public et le service public nationalisé d'EDF.

Elle correspond pleinement dans l'esprit et le contenu avec la loi NOME, « Nouvelle organisation du marché de l'électricité », que le Parlement vient d'adopter définitivement.

Cette loi NOME prévoit que 25% de l'électricité d'origine nucléaire produite par EDF (à relativement bas coût) sera livrée aux groupes privés, à un prix légèrement supérieur au prix coûtant, pour qu'ils soient en situation de la revendre sur le marché, aux cours bien plus élevés du marché dérégulé. Les futurs fournisseurs de la RATP seront parmi les premiers bénéficiaires.

La firme Verbund est le principal actionnaire de l'entreprise privée française Poweo dont elle vient de récupérer les quelques capacités de production. Jusqu'à présent, Poweo n'a été qu'un acteur assez insignifiant, ayant principalement un rôle de propagande politique. Demain, Poweo et les activités françaises de Verbund vont pouvoir se développer considérablement avec la loi NOME et le concours de la RATP.

E.ON pourra s'étendre sur le marché français de la même façon. Mais le trust allemand bénéficie déjà d'une solide tête de pont en France avec les accords conclus avec EDF au début 2010 qui lui confère d'importants « droits de tirage » sur le nucléaire français.

Du côté de la direction d'EDF en effet, la stratégie de marchandisation, de privatisation et de casse du service public est bien la même. La perspective est de transformer progressivement l'entreprise publique en multinationale privée.

L'accord avec E.ON développe les activités d'EDF en Allemagne où elle jouera le même rôle néfaste qu'E.ON en France.

La loi NOME va s'accompagner d'une très forte hausse des tarifs sur le dos des usagers professionnels et domestiques français dont la direction d'EDF va profiter pour financer ses investissements financiers à l'étranger.

Cette logique lucrative menace aussi l'avenir de la production en France, la capacité à répondre aux besoins, la sûreté des installations...

Les monopoles publics et les entreprises nationalisées, conquis, édifiés depuis la Libération, ont fait la preuve de leur efficacité économique au profit de tous. Ils conservent une cohérence, un ancrage considérables dans le pays, technologiques, politiques, sociaux, culturels.

Le processus de démantèlement mis en œuvre par les gouvernements successifs depuis des années se heurte à cette réalité. Les coups fourrés de ces dernières semaines en sont encore le signe. **Aujourd'hui, plus que jamais, l'heure est à la résistance et à la reconquête.** Une mobilisation considérable est possible sur la base de l'intérêt immédiat des usagers, du refus de l'augmentation des tarifs, de l'expérience des privatisations passées.

Il n'y a aucune raison d'accepter la fatalité de l'application des directives européennes de marchandisation auxquelles se plie la grande partie de la gauche.

Plus que jamais, **exigeons** :

- **Le rétablissement du monopole public d'EDF** sur la production, le transport et la distribution d'électricité,
- **L'abrogation de la loi NOME,**
- **La renationalisation intégrale d'EDF** et de GDF, la fusion des deux opérateurs publics historiques,
- **Des coopérations entre services publics** nationaux d'Europe et d'ailleurs.

Les salariés de la RATP subissent de plein fouet la dégradation de leurs conditions de travail et d'exécution du service public suivant la même logique de concurrence et de privatisation qu'à EDF. Avec les électriciens (et les gaziers), des mobilisations convergentes peuvent et doivent se construire.

RATP, EDF : solidaires contre la privatisation ! Ne laissons pas nos entreprises publiques être dévoyées pour privatiser d'autres entreprises publiques !

La RATP doit continuer à se fournir exclusivement chez EDF.

Afin qu'ensemble nous puissions mettre un coup d'arrêt à la politique libérale du gouvernement et du MEDEF, nous appelons l'ensemble des camarades qui comme nous, veulent préparer et construire une véritable alternative politique en France, à prendre contact et à adhérer au collectif des communistes RATP.

Aujourd'hui il est grand temps de faire vivre le Parti Communiste Français dans notre entreprise en organisant la résistance dans la lutte, pour la défense de nos acquis sociaux et de nos revendications.

Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte !

NOM:.....Prénom.....
.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....